



DÉCLARATION FACE AUX ÉVÉNEMENTS QUI ONT LIEU EN CATALOGNE EN VUE DU 1-O

En tant qu'institution compromise avec la société catalane et qui travaille pour l'intérêt général depuis différents domaines d'analyse, recherche et élaboration de connaissance, nous voulons exprimer notre préoccupation pour les événements qui se produisent dans notre pays à propos de la célébration du Référendum convoqué pour le prochain 1er octobre. Nous vivons une situation où les droits élémentaires des personnes, représentants politiques et institutions publiques et privées sont gravement affectés.

Nous considérons totalement inacceptables les arrestations arbitraires, les perquisitions sans mandat judiciaire, la vulnération manifeste de la séparation des pouvoirs, et même pire, l'évidente instrumentalisation du système judiciaire depuis le pouvoir exécutif, sans équivalence dans l'histoire récente d'aucun pays occidental.

Nous sommes en présence d'un abus de pouvoir qui entraîne la prise de décisions et d'agissements dans le but d'endommager et porter préjudice à la vie sociale ordonnée, en bafouant par exemple le droit à une tutelle juridique effective et la présomption d'innocence.

Les autorités ne peuvent pas prendre de décisions arbitraires, comme celles qui supposent le non-respect du principe d'égalité de tous les administrés devant la loi. Il s'agit de faits graves sur lesquels la juridiction pertinente de l'Europe devrait se prononcer, sur la base de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne.

Le maintien de l'État de Droit dans notre pays se voit directement menacé par des décisions et des agissements, aussi bien du pouvoir exécutif que du système judiciaire, en tout point incompatibles avec les normes basiques de cohabitation démocratique que les états membres de l'Union Européenne respectent et font respecter. Quoique limité mais en vigueur, l'exercice du régime d'autogouvernement en Catalogne est vu directement atteint par les décisions arbitraires et unilatérales de l'exécutif espagnol.

Voilà là des exemples d'une stratégie consciente et préméditée de la part de l'État visant explicitement à empêcher la réalisation effective du droit de la société catalane à exprimer démocratiquement sa libre et légitime volonté.

L'exercice de ce droit, ainsi que le droit individuel de chaque citoyen de participer, avec son vote positif ou négatif, à la définition de notre futur comme pays, ne peut être ni limité ni mis en question. Nous nous disposons à récupérer dans l'immédiat la normalité démocratique qui puisse permettre l'exercice de tous les droits, dont celui de célébrer un Référendum sous totale garantie.

Nous nous adressons donc aux institutions catalanes pour leur faire parvenir notre soutien, aux institutions espagnoles l'exigence de rectification, et aux institutions européennes la demande d'intervention et d'arbitrage.

Nous nous adressons de même aux associations européennes et espagnoles avec lesquelles nous partageons travail et engagement pour lesquelles se joignent à cette demande de récupération démocratique en Catalogne.

Barcelone, 21 de septembre de 2017

SIGNATURES*:
FUNDACIÓ CATALUNYA EUROPA

*Déclaration ouverte à l'adhésion de autres associations et think tanks catalans.